

3° het overzicht van de lasten en opbrengsten van de huur van de hierboven vermelde gebouwen;
4° het resultaat van de verkoop van goederen gekocht, gebouwd of vernieuwd met toelagen voor plattelandsontwikkeling;

5° voorstellen voor de herbesteding van de winsten en opbrengsten.

Art. 13. Dit besluit wordt van kracht op 1 december 1991.

Art. 14. De Minister, tot wiens bevoegdheden de Landinrichting behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 november 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister voor Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,
E. HISMANS

F. 92 — 819

[C — 27107]

**20 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 100 et 235;

Vu la Directive du Conseil des Communautés européennes du 17 décembre 1979 (80/68/CEE) concernant la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses;

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, notamment les articles 8 et 9;

Vu l'avis de la Commission visée à l'article 16 du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le recours de la Commission des Communautés européennes auprès de la Cour de Justice contre l'Etat belge en date du 4 juillet 1991 rend nécessaire de prendre sans délai les mesures de transposition de la Directive de la Communauté européenne mentionnée ci-dessus;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « décret » : le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables;

2° « Ministre » : le Ministre, Membre de l'Exécutif régional wallon, qui a l'eau dans ses attributions; .

3° « administration » : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

4° « Directive » : la Directive du Conseil des Communautés européennes du 17 décembre 1979 (80/68/CEE) concernant la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses;

5° « rejet direct » : l'introduction de substances dans les eaux souterraines sans cheminement dans le sol ou le sous-sol;

6° « rejet indirect » : l'introduction de substances dans les eaux souterraines, après cheminement dans le sol ou le sous-sol.

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux rejets directs et indirects des substances suivantes :

1° a) composés organohalogénés et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu aquatique;

b) composés organophosphorés;

c) composés organostanniques;

d) substances qui possèdent un pouvoir cancérigène, mutagène ou tératogène dans le milieu aquatique ou par l'intermédiaire de celui-ci;

e) mercure et composés du mercure;

f) cadmium et composés du cadmium;

g) huiles minérales et hydrocarbures;

h) cyanures;

2° a) métalloïdes et métaux suivants, ainsi que leurs composés :

1 zinc

2 cuivre

3 nickel

4 chrome

5 plomb

6 sélénium

7 arsenic

8 antimoine

9 molybdène

10 titane

- 11 étain
- 12 baryum
- 13 béryllium
- 14 bore
- 15 uranium
- 16 vanadium
- 17 cobalt
- 18 thallium
- 19 tellure
- 20 argent;

b) biocides et leurs dérivés ne figurant pas à l'article 2, 1^o;

c) substances ayant un effet nuisible sur la saveur et/ou sur l'odeur des eaux souterraines, ainsi que les composés susceptibles de donner naissance à de telles substances dans les eaux et à rendre celles-ci impropres à la consommation humaine;

d) composés organosiliciés toxiques ou persistants et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans les eaux, à l'exclusion de ceux qui sont biologiquement inoffensifs ou qui se transforment rapidement dans l'eau en substances inoffensives;

e) composés inorganiques de phosphore et phosphore élémentaire;

f) fluorures;

g) ammoniacale et nitrites.

Art. 3. Le présent arrêté ne s'applique pas :

a) aux rejets des effluents domestiques provenant des habitations isolées, non raccordées à un réseau d'égouts et situées en dehors des zones de prévention et de surveillance définies par l'Exécutif en application du décret;

b) aux rejets pour lesquels il est constaté par le Ministre qu'ils contiennent des substances visées à l'article 2, 1^o ou 2^o, en quantité ou en concentration suffisamment petites pour exclure tout risque présent ou futur de dégradation de la qualité des eaux souterraines réceptrices;

c) aux rejets de matières contenant des substances radioactives;

d) aux rejets provenant d'actions d'élimination des substances visées à l'article 2 ou de dépôts en vue de l'élimination de ces substances, tels qu'ils sont réglementés en application du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets ou du Règlement général sur la Protection du Travail.

Art. 4. § 1er. Sans préjudice de l'application d'autres législations, les actions d'élimination ou de dépôt en vue de l'élimination des substances visées à l'article 2, susceptibles de conduire à un rejet indirect, sont soumises à autorisation.

Au vu des résultats d'une enquête préalable les actions sont interdites où l'autorisation est délivrée à condition que toutes les précautions techniques nécessaires pour empêcher ce rejet soient respectées.

§ 2. Toutefois, si une enquête préalable révèle que les eaux souterraines dans lesquelles le rejet de substances visées à l'article 2, 1^o, est envisagé, sont de façon constante impropres à tout autre usage, notamment aux usages domestiques ou agricoles, le Ministre peut autoriser le rejet de ces substances, à condition que la présence de ces substances n'entrave pas l'exploitation des ressources du sol.

Ces autorisations ne peuvent être délivrées que si toutes les précautions techniques ont été respectées afin que ces substances ne puissent pas atteindre d'autres systèmes aquatiques ou nuire à d'autres écosystèmes.

§ 3. Le Ministre, après enquête préalable, peut autoriser les rejets dus à la réinjection, dans la même nappe, des eaux à usage géothermique, des eaux d'exhaure des mines et des carrières ou des eaux pompées lors de certains travaux de génie civil.

Art. 5. Sans préjudice de l'application d'autres législations, tout rejet direct de substances visées à l'article 2, 2^o, ainsi que les actions d'élimination ou de dépôt en vue de l'élimination de ces substances susceptibles de conduire à un rejet indirect sont soumis à autorisation.

Au vu des résultats d'une enquête préalable, le Ministre peut délivrer une autorisation à condition que toutes les précautions techniques permettant d'éviter la pollution des eaux souterraines par ces substances soient respectées.

Art. 6. Les enquêtes préalables visées aux articles 4 et 5 doivent comporter une étude des conditions hydrogéologiques de la zone concernée, de l'éventuel pouvoir épurateur du sol et du sous-sol, des risques de pollution et d'altération de la qualité des eaux souterraines par le rejet et établir si, du point de vue de l'environnement, le rejet dans ces eaux constitue une solution adéquate.

Art. 7. Les autorisations visées aux articles 4 et 5 ne peuvent être délivrées par le Ministre qu'après vérification que la surveillance des eaux souterraines, et notamment de leur qualité, est assurée.

Art. 8. Lorsqu'un rejet direct est autorisé conformément à l'article 4, §§ 2 et 3, ou à l'article 5, ou lorsqu'une action d'élimination d'eaux usées qui conduit inévitablement à un rejet indirect est autorisée conformément à l'article 5, l'autorisation doit fixer notamment :

1^o le lieu de rejet;

2^o la technique de rejet;

3^o les précautions indispensables compte tenu, en particulier, de la nature et de la concentration des substances présentes dans les effluents, des caractéristiques du milieu récepteur, ainsi que de la proximité des ouvrages de prise d'eau, en particulier d'eau potable, thermique et minérale;

4^o la quantité maximale admissible d'une substance dans les effluents pendant une ou plusieurs périodes déterminées et les conditions appropriées relatives à la concentration de ces substances;

5^o les dispositifs permettant le contrôle des effluents évacués dans les eaux souterraines;

6^o si nécessaire, les mesures permettant la surveillance des eaux souterraines, et notamment de leur qualité.

Art. 9. Lorsqu'une action d'élimination ou de dépôt en vue de l'élimination, susceptible de conduire à un rejet indirect, est autorisée conformément aux articles 4 et 5, l'autorisation doit fixer notamment :

1^o le lieu où se situe cette action;

2^o les méthodes d'élimination ou de dépôt utilisées;

3° les précautions indispensables compte tenu, en particulier, de la nature et de la concentration des substances présentes dans les matières à éliminer ou à mettre en dépôt, des caractéristiques du milieu récepteur, ainsi que de la proximité des ouvrages de prise d'eau, en particulier d'eau potable, thermale et minérale;

4° la quantité maximale admissible pendant une ou plusieurs périodes déterminées des matières contenant des substances relevant de l'article 2, 1° ou 2°, et, si possible, de ces substances elles-mêmes à éliminer ou à mettre en dépôt, ainsi que les conditions appropriées relatives à la concentration de ces substances;

5° dans les cas visés à l'article 4, § 1er, et à l'article 5, alinéa 1^{er}, les précautions techniques à mettre en œuvre pour empêcher tout rejet de substances relevant de l'article 2, 1°, dans les eaux souterraines et éviter toute pollution de ces eaux par les substances relevant de l'article 2, 2°;

6° si nécessaire, les mesures permettant la surveillance des eaux souterraines, et notamment de leur qualité.

Art. 10. Les autorisations visées aux articles 4 et 5 ne peuvent être accordées que pour au maximum quatre ans. Elles peuvent être prorogées, modifiées ou révoquées.

Art. 11. § 1er. Si le Ministre constate que le demandeur d'une autorisation au sens de l'article 4 ou de l'article 5 n'est pas en mesure de respecter les conditions qui lui seraient imposées, l'autorisation est refusée.

§ 2. Si les conditions imposées dans une autorisation ne sont pas respectées, le Ministre révoque l'autorisation.

Art. 12. L'administration contrôle le respect des conditions imposées par les autorisations ainsi que les incidences des rejets sur les eaux souterraines.

Art. 13. Les demandes d'autorisation pour les rejets existants lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté doivent être introduites auprès du Ministre dans les douze mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les rejets doivent cesser dès la notification du refus d'autorisation.

Art. 14. L'administration tient un inventaire des autorisations visées au présent arrêté.

Art. 15. Le Ministre statue sur les demandes d'autorisation visées au présent arrêté dans un délai de nonante jours après la réception de la demande.

Art. 16. Dans le cas de rejets dans des eaux souterraines, s'étendant sous une autre région ou un autre pays, le Ministre, avant d'autoriser éventuellement ces rejets, informe l'autorité concernée de la région ou du pays voisin.

A la demande de l'autorité informée, une consultation a lieu avant la délivrance de l'autorisation.

Art. 17. L'application du présent arrêté ne peut en aucun cas avoir pour effet de provoquer directement ou indirectement la pollution des eaux souterraines.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 19. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 novembre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés
et de l'Eau pour la Région wallonne,
A. VAN der BIEST

ÜBERSETZUNG

D. 92 — 819

[C — 27107]

20. NOVEMBER 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über den Schutz des Grundwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe

Aufgrund des in Rom unterzeichneten und durch das Gesetz vom 2. Dezember 1952 genehmigten Vertrags vom 27. März 1957 zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere der Artikel 100 und 235;

Aufgrund der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 17. Dezember 1979 (80/88/EWG) über den Schutz des Grundwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe;

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser, insbesondere der Artikel 8 und 9;

Aufgrund des Gutachtens des in Artikel 16 des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser erwähnten Ausschusses;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß wegen der Klage, die die Kommission der Europäischen Gemeinschaften gegen den Belgischen Staat am 4. Juli 1991 beim Gerichtshof erhoben hat, unverzüglich Maßnahmen zur Übertragung der oben erwähnten Richtlinie der Europäischen Gemeinschaft getroffen werden müssen;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezugsarbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Für die Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1. « Dekret » : das Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser,
2. « Minister » : den Minister, Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört,

3. « Verwaltung » : die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region,

4. « Richtlinie » : die Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 17. Dezember 1979 (80/68/EWG) über den Schutz des Grundwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe,

5. « direkte Ableitung » : die Einleitung von Stoffen in das Grundwasser ohne Boden- oder Untergrundpassage,

6. « indirekte Ableitung » : die Einleitung von Stoffen in das Grundwasser nach Boden- oder Untergrundpassage.

Art. 2. Vorliegender Erlaß gilt für die direkten und indirekten Ableitungen folgender Stoffe :

1° a) organischer Halogenverbindungen und Stoffe, die im Wasser derartige Verbindungen bilden können,

b) organischer Phosphorverbindungen,

c) organischer Zinnverbindungen,

d) Stoffe, die im oder durch Wasser krebserrregende, mutagene oder teratogene Wirkung haben,

e) Quecksilber und Quecksilberverbindungen,

f) Cadmium und Cadmiumverbindungen,

g) Mineralöle und Kohlenwasserstoffe,

h) Cyanide;

2° a) folgender Metalloide und Metalle und ihrer Verbindungen :

1 Zink

2 Kupfer

3 Nickel

4 Chrom

5 Blei

6 Selen

7 Arsen

8 Antimon

9 Molybdän

10 Titan

11 Zinn

12 Barium

13 Beryllium

14 Bor

15 Uran

16 Vanadium

17 Kobalt

18 Thallium

19 Tellur

20 Silber;

b) Biozide und davon abgeleiteter Verbindungen, die nicht in Artikel 2 Nr. 1 aufgeführt sind,

c) Stoffe, die eine für den Geschmack und/oder den Geruch des Grundwassers abträgliche Wirkung haben, sowie Verbindungen, die im Grundwasser zur Bildung solcher Stoffe führen und es für den menschlichen Gebrauch ungeeignet machen können,

d) giftiger oder langlebiger organischer Siliziumverbindungen und Stoffe, die im Wasser zur Bildung solcher Verbindungen führen können, mit Ausnahme derjenigen, die biologisch unschädlich sind oder sich im Wasser rasch in biologisch unschädliche Stoffe umwandeln,

e) anorganischer Phosphorverbindungen und reiner Phosphor,

f) Fluoride,

g) Ammoniak und Nitrite.

Art. 3. Vorliegender Erlaß gilt nicht für :

a) Ableitungen von Haushaltsabwässern aus einzelstehenden Wohnstätten, die nicht an ein Kanalisationsnetz angeschlossen sind und außerhalb der von der Exekutive in Anwendung des Dekrets bestimmten Präventiv- und Überwachungszonen liegen,

b) Ableitungen, die nach Feststellung des Ministers Stoffe aus den in Artikel 2 Nr.1 oder Nr. 2 aufgeführten Listen in so geringer Menge und Konzentration enthalten, daß jede gegenwärtige oder künftige Gefahr einer Beeinträchtigung der Qualität des aufnehmenden Grundwassers ausgeschlossen ist,

c) Ableitungen von Substanzen, die radioaktive Stoffe enthalten,

d) Ableitungen aus Maßnahmen zur Beseitigung der in Artikel 2 erwähnten Stoffe oder zur Lagerung zwecks Beseitigung dieser Stoffe, so wie sie in Anwendung des Dekrets vom 5. Juli 1985 über Abfälle oder der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung geregelt sind.

Art. 4. § 1. Unbeschadet der Anwendung anderer Rechtsvorschriften bedürfen die Maßnahmen zur Beseitigung der in Artikel 2 erwähnten Stoffe oder zur Lagerung zwecks Beseitigung dieser Stoffe, die zu einer indirekten Ableitung führen können, einer Genehmigung.

Aufgrund der Ergebnisse einer vorherigen Prüfung werden die Maßnahmen verboten oder wird eine Genehmigung erteilt, sofern alle technischen Vorsichtsmaßnahmen eingehalten werden, die nötig sind, um diese Ableitung zu verhindern.

§ 2. Ergibt sich jedoch bei einer vorherigen Prüfung, daß das Grundwasser, in das die Ableitung von Stoffen aus der in Artikel 2 Nr. 1 aufgeführten Liste vorgesehen ist, auf Dauer für andere Nutzungen, insbesondere für Haushalts- oder landwirtschaftliche Zwecke, untauglich ist, so kann der Minister die Ableitung dieser Stoffe genehmigen, sofern das Vorhandensein dieser Stoffe die Nutzung von Bodenschätzen nicht behindert.

Diese Genehmigungen können nur unter der Voraussetzung erteilt werden, daß alle technischen Vorsichtsmaßnahmen eingehalten werden, damit diese Stoffe nicht andere Wassersysteme erreichen oder andere Ökosysteme schädigen können.

§ 3. Der Minister kann nach vorheriger Prüfung Ableitungen bei der Wiedereinleitung von Wasser, das im Rahmen geothermischer Verfahren verwendet wird, von Grubenwasser von Bergwerken und Steinbrüchen oder von Wasser, das für bestimmte Bauarbeiten abgepumpt wird, in dieselbe Grundwasserschicht genehmigen.

Art. 5. Unbeschadet der Anwendung anderer Rechtsvorschriften bedürfen sämtliche direkte Ableitungen von Stoffen aus der in Artikel 2 Nr. 2 aufgeführten Liste sowie die Maßnahmen zur Beseitigung oder zur Lagerung zwecks Beseitigung dieser Stoffe, die zu einer indirekten Ableitung führen können, einer Genehmigung.

Aufgrund der Ergebnisse einer vorherigen Prüfung kann der Minister eine Genehmigung erteilen, sofern alle technischen Vorsichtsmaßnahmen eingehalten werden, damit die Verschmutzung des Grundwassers durch diese Stoffe verhütet wird.

Art. 6. Die vorherigen Prüfungen im Sinne der Artikel 4 und 5 müssen eine Untersuchung der hydrogeologischen Bedingungen der betreffenden Zone, der etwaigen Reinigungskraft des Bodens und des Untergrunds sowie der Gefahren einer Verschmutzung und einer Beeinträchtigung der Qualität des Grundwassers durch die Ableitung umfassen und die Feststellung ermöglichen, ob die Ableitung in das Grundwasser vom Gesichtspunkt des Umweltschutzes aus eine angemessene Lösung darstellt.

Art. 7. Die in den Artikeln 4 und 5 erwähnten Genehmigungen kann der Minister nur erteilen, nachdem er festgestellt hat, daß die Überwachung des Grundwassers und insbesondere seiner Qualität gewährleistet ist.

Art. 8. Wird eine direkte Ableitung gemäß Artikel 4 §§ 2 und 3 oder Artikel 5 genehmigt oder wird eine Abwasserbeseitigung, die zwangsläufig zu einer indirekten Ableitung führt, gemäß Artikel 5 genehmigt, so ist in der Genehmigung insbesondere folgendes festzulegen :

1. Ort der Ableitung,
2. Ableitungsverfahren,
3. zu ergreifende Vorsichtsmaßnahmen, insbesondere unter Berücksichtigung der Art und Konzentration der in der Ableitung vorhandenen Stoffe, der Eigenschaften des Aufnahmemilieus sowie der in der Nähe liegenden Wasserentnahmestellen, insbesondere für Trinkwasser, Thermalwasser und Mineralwasser,
4. zulässige Höchstmenge eines Stoffes in der Ableitung während einer oder mehrerer bestimmter Zeitspannen und angemessene Bedingungen in bezug auf die Konzentration dieser Stoffe,
5. Vorkehrungen, die die Überwachung der Ableitung in das Grundwasser ermöglichen,
6. erforderlichenfalls Maßnahmen zur Überwachung des Grundwassers, insbesondere seiner Qualität.

Art. 9. Wird eine Maßnahme zur Beseitigung oder Lagerung zwecks Beseitigung, die zu einer indirekten Ableitung führen kann, gemäß den Artikeln 4 und 5 genehmigt, so ist in der Genehmigung insbesondere folgendes festzulegen :

1. Ort dieses Vorgangs,
2. Verfahren zur Beseitigung oder Lagerung,
3. zu ergreifende Vorsichtsmaßnahmen, insbesondere unter Berücksichtigung der Art und Konzentration der Stoffe in den zu beseitigenden oder zu lagernden Substanzen, der Eigenschaften des Aufnahmemilieus sowie der in der Nähe liegenden Wasserentnahmestellen, insbesondere für Trinkwasser, Thermalwasser und Mineralwasser,
4. zulässige Höchstmenge der Substanzen, die Stoffe aus der in Artikel 2 Nr. 1 aufgeführten Liste enthalten, die beseitigt oder gelagert werden sollen — und, wenn möglich, dieser Stoffe selbst — während einer oder mehrerer bestimmter Zeitspannen und angemessene Bedingungen in bezug auf die Konzentration dieser Stoffe,
5. in den Fällen des Artikels 4 § 1 und des Artikels 5 Absatz 1 die technischen Vorsichtsmaßnahmen, die zu treffen sind, um jede Ableitung von Stoffen aus der in Artikel 2 Nr. 1 aufgeführten Liste in das Grundwasser und jede Verschmutzung des Grundwassers durch Stoffe aus der in Artikel 2 Nr. 2 aufgeführten Liste zu verhindern,
6. erforderlichenfalls Maßnahmen zur Überwachung des Grundwassers, insbesondere seiner Qualität.

Art. 10. Die Genehmigungen im Sinne der Artikel 4 und 5 können nur für höchstens vier Jahre erteilt werden. Sie können verlängert, geändert oder widerrufen werden.

Art. 11. § 1. Stellt der Minister fest, daß der Antragsteller einer Genehmigung im Sinne der Artikel 4 oder 5 die ihm vorgeschriebenen Bedingungen nicht einhalten kann, so wird die Genehmigung verweigert.

§ 2. Werden die in der Genehmigung vorgeschriebenen Bedingungen nicht eingehalten, so wird die Genehmigung vom Minister widerrufen.

Art. 12. Die Verwaltung überwacht die Einhaltung der in den Genehmigungen festgelegten Bedingungen sowie die Auswirkungen der Ableitungen auf das Grundwasser.

Art. 13. Für die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses bestehenden Ableitungen müssen die Genehmigungsanträge binnen zwölf Monaten nach Inkrafttreten vorliegenden Erlasses beim Minister eingereicht werden.

Die Ableitungen müssen eingestellt werden, sobald die Verweigerung der Genehmigung mitgeteilt worden ist.

Art. 14. Die Verwaltung nimmt eine Bestandsaufnahme der im vorliegenden Erlaß erwähnten Genehmigungen vor.

Art. 15. Der Minister entscheidet über die im vorliegenden Erlaß erwähnten Genehmigungsanträge binnen einer Frist von neunzig Tagen nach Eingang des Antrags.

Art. 16. Bei Ableitungen in Grundwasser, das über die Grenze der Region bzw. des Landes verläuft, unterrichtet der Minister die betreffende Behörde der benachbarten Region bzw. des benachbarten Landes, bevor er diese Ableitungen eventuell genehmigt.

Auf Antrag der benachrichtigten Behörde findet vor Erteilung der Genehmigung eine Konsultation statt.

Art. 17. Die Anwendung vorliegenden Erlasses darf keinesfalls unmittelbar oder mittelbar eine Verschmutzung des Grundwassers zur Folge haben.

Art. 18. Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 19. Der Minister ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. November 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezugschüsten Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,
A. VAN der BIEST

VERTALING

N. 92 — 810

[S-C — 27107]

20 NOVEMBER 1991.

Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de bescherming van het grondwater tegen verontreiniging veroorzaakt door de lozingen van bepaalde gevaarlijke stoffen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschappen, ondertekend en goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 100 en 235;

Gelet op de Richtlijn (80/68/EEG) van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 17 december 1979 betreffende de bescherming van het grondwater tegen verontreiniging veroorzaakt door bepaalde gevaarlijke stoffen;

Gelet op het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de ontginning van het water dat tot drinkwater kan verwerkt worden, inzonderheid op de artikelen 8 en 9;

Gelet op het advies van de Commissie bedoeld in artikel 8 van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de ontginning van het water dat tot drinkwater kan verwerkt worden;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het beroep tegen de Belgische Staat ingediend bij het Gerechtshof op 4 juli 1991 door de Commissie van de Europese Gemeenschappen noodzakelijk maakt onverwijld maatregelen te treffen met het oog op het verwisselen van voornoemde Richtlijn van de Europese Gemeenschappen;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken, belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water voor het Waalse Gewest,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « decreet » : het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de ontginning van het water dat tot drinkwater kan verwerkt worden, inzonderheid op de artikelen 8 en 9;

2° « Minister » : de Minister, lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid het water behoort;

3° « bestuur » : de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° « Richtlijn » : de Richtlijn (80/68/EEG) van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 17 december 1979 betreffende de bescherming van het grondwater tegen verontreiniging veroorzaakt door bepaalde gevaarlijke stoffen;

5° « directe lozing » : de inleiding van stoffen in het grondwater zonder doorsijpeling door de bodem of de ondergrond;

6° « indirecte lozing » : de inleiding van stoffen in het grondwater zonder doorsijpeling door de bodem of de ondergrond.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de directe en indirecte lozingen van de volgende stoffen :

1° a) de organische halogeenvverbindingen en stoffen waaruit in water dergelijke verbindingen kunnen ontstaan;

b) de organische fosforverbindingen;

c) de organische tinverbindingen;

d) de stoffen die in of via het water een kankerwekkende, mutagene of teratogene werking hebben;

e) kwik en kwikverbindingen;

f) cadmium en cadmiumverbindingen;

g) minerale oliën en koolwaterstoffen;

h) cyaniden;

2° a) de volgende metalloïden en metalen, alsmede verbindingen daarvan :

1 zink

2 koper

3 nikkel

4 chroom

5 lood

6 selenium

7 arsenicum

8 antimoon

- 9 molybdeen
- 10 titaan
- 11 tin
- 12 barium
- 13 beryllium
- 14 borium
- 15 uranium
- 16 vanadium
- 17 kobalt
- 18 thallium
- 19 tellurium
- 20 zilver;

- b) biociden en derivaten daarvan, die niet in artikel 2, 1^o, genoemd zijn;
- c) stoffen met een schadelijke werking op de smaak en/of de geur van het grondwater alsmede verbindingen waaruit dergelijke stoffen in het water kunnen ontstaan en die het water ongeschikt voor menselijke consumptie kunnen maken;
- d) organische siliciumverbindingen die giftig en persistent zijn en stoffen waaruit dergelijke verbindingen in het water kunnen ontstaan, met uitzondering van die welke biologisch onschadelijk zijn of die in het water snel worden omgezet in onschadelijke stoffen;
- e) anorganische fosforverbindingen en elementair fosfor;
- f) fluoriden;
- g) ammoniak en nitrieten.

Art. 3. Dit besluit is niet van toepassing op :

- a) lozingen van huishoudelijk afvalwater van alleenstaande woningen die niet zijn aangesloten op een collectief rioleringsstelsel en gelegen zijn buiten de gebieden die met het oog op de winning van water bestemd voor menselijke consumptie zijn beschermd;
- b) lozingen ten aanzien waarvan door de Minister wordt geconstateerd dat zij stoffen bedoeld in artikel 2, 1^o of 2^o, in zulk een geringe hoeveelheid en concentratie bevatten, dat elk gevaar voor een verslechtering van de kwaliteit van het ontvangende grondwater nu of in de toekomst is uitgesloten;
- c) lozingen van radioactieve stoffen;
- d) lozingen afkomstig van handelingen waarbij de in artikel 2 bedoelde stoffen verwijderd worden of met het oog op de verwijdering ervan gestort worden, zoals zij met toepassing van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen of het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming gereguleerd zijn.

Art. 4. § 1. Onverminderd de toepassing van andere wetgevingen worden de handelingen waarbij de in artikel 2 bedoelde stoffen verwijderd worden of met het oog op de verwijdering ervan worden gestort en die indirecte lozing tot gevolg kunnen hebben, onderworpen aan vergunning.

Aan de hand van de resultaten van een voorafgaand onderzoek worden de handelingen verboden of wordt de vergunning toegestaan mits alle technische voorzorgsmaatregelen die nodig zijn om die lozing te verhinderen in acht worden genomen.

§ 2. Als uit een voorafgaand onderzoek evenwel blijkt dat het grondwater waarin de lozing van in artikel 2, 1^o, bedoelde stoffen wordt overwogen, blijvend ongeschikt is voor enig ander gebruik, met name voor gebruik in de huishouding of in de landbouw, mag de Minister het lozen van deze stoffen toestaan op voorwaarde dat de aanwezigheid van die stoffen het benutten van bodemschatten niet hindert.

Deze vergunningen mogen slechts worden afgegeven indien alle technische voorzorgsmaatregelen zijn getroffen opdat deze stoffen geen andere aquatische systemen kunnen bereiken of schade kunnen veroorzaken aan andere ecosystemen.

§ 3. De Minister mag na een voorafgaand onderzoek vergunning verlenen voor lozingen waarbij water dat voor geothermische doeleinden is gebruikt of voor het drooghouden van mijnen en steengroeven dan wel tijdens weg- en waterbouwkundige werken is opgepompt, naar dezelfde laag wordt teruggevoerd.

Art. 5. Onverminderd de toepassing van andere wetgevingen worden elke directe lozing van de in artikel 2, 2^o, bedoelde stoffen, alsmede de handelingen waarbij die stoffen verwijderd worden of met het oog op de verwijdering ervan worden gestort en die een indirecte lozing tot gevolg kunnen hebben, onderworpen aan vergunning.

Aan de hand van de resultaten van een voorafgaand onderzoek mag de Minister de vergunning afgeven mits alle vereiste technische voorzorgsmaatregelen ter voorkoming van verontreiniging van het grondwater door die stoffen in acht worden genomen.

Art. 6. De in de artikelen 4 en 5 bedoelde voorafgaande onderzoeken moeten een studie omvatten van de hydrogeologische omstandigheden in het betrokken gebied, van het eventuele zuiveringsvermogen van bodem en ondergrond en van de gevaren van verontreiniging en van verandering van de grondwaterkwaliteit door de lozing en moet erop gericht zijn vast te stellen of lozing in het grondwater vanuit het ooggpunt van het milieu een adequate oplossing vormt.

Art. 7. De in de artikelen 4 en 5 bedoelde vergunningen mogen pas door de Minister worden afgegeven wanneer hij zich ervan heeft vergewist dat het grondwater, en met name de kwaliteit ervan, onder controle staat.

Art. 8. Wanneer een directe lozing overeenkomstig artikel 4, §§ 2 en 3, of artikel 5, wordt toegestaan, of wanneer een lozing van afvalwater die onvermijdelijk een indirecte lozing tot gevolg heeft, overeenkomstig artikel 5 wordt toegestaan, wordt in de vergunning met name het volgende bepaald :

- 1^o de plaats van de lozing;
- 2^o de lozingsmethode;
- 3^o de vereiste voorzorgsmaatregelen, waarbij in het bijzonder rekening wordt gehouden met de aard en de concentratie van de in de te lozen materie aanwezige stoffen en met de kenmerken van het ontvangende milieu, alsmede met de nabijheid van waterwingebieden, vooral voor drink-, thermaal- en mineraalwater;
- 4^o de maximaal toelaatbare hoeveelheid van een bepaalde stof in de te lozen materie gedurende één of meer vastgestelde periodes en passende voorwaarden voor de concentratie van deze stof;
- 5^o voorzieningen die de controle mogelijk maken op de materie die in het grondwater wordt geloosd;

§° indien nodig, maatregelen waarmee het grondwater, en met name de kwaliteit ervan, kan worden gecontroleerd.

Art. 9. Wanneer een handeling waarbij stoffen verwijderd of met het oog op de verwijdering ervan worden gestort en die een indirecte lozing tot gevolg kan hebben, overeenkomstig de artikelen 4 en 5 wordt toegestaan, wordt in de vergunning met name het volgende bepaald :

1° de plaats waar die handeling wordt verricht;

2° de voor het verwijderen of storten gebruikte methoden;

3° de vereiste voorzorgsmaatregelen, waarbij in het bijzonder rekening wordt gehouden met de aard en de concentratie van de in de te verwijderen of te storten materie aanwezige stoffen en met de kenmerken van het ontvangende milieu, alsmede met de nabijheid van waterwingebieden, vooral voor drink-, thermaal- en mineraalwater;

4° de maximaal gedurende één of meer vastgestelde perioden toelaatbare hoeveelheid van de materie die stoffen vermeld in artikel 2, 1° of 2° bevat en, indien mogelijk, de maximaal toelaatbare hoeveelheid van deze stoffen zelf, die mogen worden verwijderd of gestort, alsmede passende voorwaarden voor de concentratie van deze stoffen;

5° in de in artikel 4, § 1 en in artikel 5, alinea 1, bedoelde gevallen, de technische voorzorgsmaatregelen die moeten worden getroffen om elke lozing van stoffen van artikel 2, 1°, in het grondwater te verhinderen of elke verontreiniging van dit water door stoffen van artikel 2, 2°, te voorkomen;

6° indien nodig, maatregelen waarmee het grondwater, en met name de kwaliteit ervan, kan worden gecontroleerd.

Art. 10. De in de artikelen 4 en 5 bedoelde vergunningen mogen slechts worden verleend voor een beperkte periode; zij kunnen worden verlengd, gewijzigd of ingetrokken.

Art. 11. § 1. Indien de Minister constateert dat de aanvrager van een vergunning in de zin van artikel 4 of 5 de hem op te leggen voorwaarden niet zal kunnen naleven, wordt de vergunning geweigerd.

§ 2. Indien de in een vergunning vastgestelde voorwaarden niet worden nageleefd trekt de Minister de vergunning in.

Art. 12. Het bestuur controleert de naleving van de in de vergunningen vastgestelde voorwaarden en gaat de gevolgen van de lozingen voor het grondwater na.

Art. 13. Voor de lozingen die reeds plaatsvinden op het tijdstip van de inwerkingtreding van dit besluit, moeten de vergunningsaanvragen binnen de twaalf maanden na de inwerkingtreding van dit besluit bij de Minister ingediend worden.

De lozingen moeten staken op het tijdstip van de kennisgeving van de vergunningsweigering.

Art. 14. Het bestuur houdt een inventaris bij van de in dit besluit bedoelde vergunningen.

Art. 15. De Minister beslist binnen een termijn van negentig dagen na ontvangst van de aanvraag over de in dit besluit bedoelde vergunningsaanvragen.

Art. 16. In geval van lozingen in het grondwater van een ander gewest of land brengt de Minister voor die lozingen eventueel te machtigen, de betrokken overheid van het naburige gewest of land op de hoogte.

Op verzoek van de overheid vindt voor de afgifte van de vergunning een overleg plaats.

Art. 17. De toepassing van dit besluit mag in geen geval leiden tot directe of indirecte verontreiniging van het grondwater.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 19. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 november 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST

F. 92 — 820

[C — 27109]

**19 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
portant fixation du cadre organique du personnel de la Société wallonne des Distributions d'Eau**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 10 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11;

Vu le décret du 23 avril 1986 portant constitution d'une Société wallonne des Distributions d'Eau, notamment l'article 23;

Vu les avis du conseil d'administration de la Société wallonne des Distributions d'Eau, donnés les 6 septembre et 4 octobre 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu le protocole n° 85 du Comité de Secteur n° XVI du 17 décembre 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'accroissement du nombre de raccordements desservis par la Société wallonne des Distributions d'Eau réclame que le cadre organique de son personnel soit revu sans délai;